



## Les grands titres:

- Crise en Méditerranée : le nombre des réfugiés et des migrants a augmenté de 83% en un an, selon le HCR
- L'ONU appelle à renforcer la lutte contre Boko Haram, dans le respect des droits de l'homme
- L'ONU commémore le massacre de Srebrenica, en Bosnie, il y a 20 ans
- Libye : le Conseil de sécurité appelle les participants au dialogue à se mettre d'accord sur une issue à la crise
- Asie du Sud-Est : l'ONU appelle les pays de la région à redoubler d'efforts pour régler la crise des migrants
- Ukraine : le PAM augmente son assistance alimentaire dans l'est du pays
- Le PAM forcé de réduire son assistance alimentaire aux réfugiés syriens à cause du manque d'argent
- L'OMM et l'OMS publient des directives sur comment faire face aux vagues de chaleur
- Egypte : l'ONU condamne des attaques terroristes meurtrières dans le nord du Sinai
- L'ONU salue le rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les Etats-Unis
- L'OCDE et la FAO anticipent une hausse de la production agricole et une baisse des prix dans les 10 ans à venir

## **Crise en Méditerranée : le nombre des réfugiés et des migrants a augmenté de 83% en un an, selon le HCR**



**1 juillet** - La grande majorité des 137.000 personnes ayant traversé la mer Méditerranée vers l'Europe durant les six premiers mois de 2015 fuyaient la guerre, le conflit ou les persécutions, selon un rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) publié mercredi.

Un tiers des hommes, des femmes et des enfants qui sont arrivés par la mer en Italie ou en Grèce étaient des ressortissants syriens. Les Syriens sont considérés dans leur presque totalité comme pouvant bénéficier du statut de réfugié ou d'autres formes de protection. Les deuxième et troisième pays d'origine sont l'Afghanistan et l'Érythrée, dont les ressortissants sont également le plus souvent considérés comme pouvant bénéficier du statut de réfugié.

« Alors que l'Europe débat de la meilleure façon de gérer la crise qui s'aggrave en Méditerranée, nous devons être clairs : la plupart des personnes qui arrivent par la mer en Europe sont des réfugiés, en quête de protection après avoir fui la guerre et la persécution », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, António Guterres.

Les statistiques reçues de la Grèce, l'Italie, Malte et l'Espagne font état d'une augmentation de 83% des réfugiés et des migrants ayant traversé la Méditerranée de janvier à juin – soit 137.000 personnes comparativement à 75.000 pour la même période en 2014.

Le HCR rappelle que, historiquement, les traversées augmentent de manière significative durant la seconde moitié de



l'année, en particulier au cours de l'été. Il faut donc s'attendre à ce que les chiffres continuent d'augmenter. Les arrivées durant la seconde moitié de 2014, par exemple, avaient presque doublé par rapport à celles du premier semestre.

Le nombre de décès en mer a atteint un pic en avril 2015, puis a chuté de façon spectaculaire en mai et juin. Entre janvier et mars, 479 réfugiés et migrants ont péri noyés ou sont portés disparus, contre 15 durant les trois premiers mois de 2014. En avril, la situation s'est fortement aggravée. Lors de plusieurs chavirages simultanés, un nombre sans précédent de 1308 réfugiés et migrants ont péri noyés ou sont portés disparus en un seul mois (en comparaison de 42 en avril 2014). En mai, le nombre de réfugiés et de migrants qui ont péri noyés ou sont portés disparus en mer a diminué à 68, soit un quart du chiffre enregistré seulement un an plus tôt (226). La tendance continue à la baisse au mois de juin, qui a été le théâtre de 12 décès par rapport à 305 en 2014.

« La baisse du nombre de personnes qui ont péri noyées durant ces deux derniers mois est encourageante ; c'est un signe qu'avec des politiques appropriées, soutenues par une réponse opérationnelle efficace, il est possible de sauver davantage de vies en mer », a indiqué António Guterres. « Néanmoins, nous devons rester vigilants. Pour les milliers de réfugiés et de migrants qui continuent de traverser la Méditerranée chaque semaine, les risques demeurent bien réels ».

Le rapport montre également que l'itinéraire de l'est de la Méditerranée depuis la Turquie vers la Grèce a désormais dépassé celui de la Méditerranée centrale (depuis l'Afrique du Nord vers l'Italie) en tant que principale source des arrivées maritimes.

La majorité des arrivants en Grèce sont des réfugiés syriens. Beaucoup ont d'abord fui en quête de sécurité vers des pays voisins, comme la Turquie et le Liban. Toutefois, après des années de pression croissante et de soutien international insuffisant, la situation économique et des infrastructures dans de nombreux pays hôtes de réfugiés est très difficile. Les réfugiés peuvent donc de moins en moins trouver du travail ou des logements ainsi que bénéficier de services de santé et d'éducation. Les appels de fonds humanitaires pour aider ces pays sont sous-financés et donc de nombreux réfugiés n'ont pas d'autre choix que de repartir vers d'autres pays hôtes.

En Grèce, une infrastructure limitée fournissant moins de 2000 places d'accueil au total est synonyme de conditions d'accueil insuffisantes pour les nouveaux arrivants. De nombreux réfugiés et migrants continuent leur voyage via l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Serbie et la Hongrie. Chaque jour, plus de 1000 personnes en moyenne entrent dans l'ex-République yougoslave de Macédoine depuis la Grèce. Leur nombre était d'à peine 200 il y a quelques semaines. Des sources concordantes font état, sur cet itinéraire, de fréquents abus et de violences commis par des passeurs et des réseaux criminels, ainsi qu'un resserrement croissant des frontières.

« L'Europe a une responsabilité claire pour aider les personnes en quête de protection après qu'elles aient fui la guerre et la persécution », a déclaré António Guterres. « Renier cette responsabilité menace les fondements même du système humanitaire que l'Europe a difficilement construit. Les pays européens doivent assumer leur juste part de la réponse à la crise des réfugiés, sur leur propre territoire et dans d'autres Etats ».

## L'ONU appelle à renforcer la lutte contre Boko Haram, dans le respect des droits de l'homme



**1 juillet** - Face à l'ampleur des exactions commises par Boko Haram, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a appelé mercredi à une réponse de grande envergure, tout en exhortant les gouvernements de la région du lac Tchad à veiller au respect des droits humains dans les mesures prises contre le groupe extrémiste.

S'exprimant au siège du Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, le Haut-Commissaire a affirmé que ses équipes ont été en mesure de documenter des violations des droits de l'homme « étendues et de grande envergure » perpétrées par Boko Haram.

Des experts du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) se sont rendus sur le terrain,

notamment dans le nord du Cameroun, le nord-est du Nigéria et le sud du Niger, afin de recueillir des preuves en vue d'élaborer un rapport sur la question qui sera présenté au Conseil en septembre prochain. Une visite au Tchad est également prévue dans les jours à venir, a-t-il précisé.

« Les entretiens réalisés par mes équipes avec d'ancien captifs et des survivants de Boko Haram au nord-est du Nigéria indiquent une tendance à mener des attaques vicieuses et aveugles qui remonte à plusieurs mois, voire même plusieurs années », a déclaré M. Zeid.

Les rescapés font notamment état d'actes de torture, de destructions, d'incendies et de pillages de villages, d'écoles et d'hôpitaux, de traitements cruels, dégradants et inhumains, d'enlèvements, d'esclavage sexuel, de viols et de mariages forcés, d'enrôlement d'enfants soldats et de massacres d'hommes, de femmes et d'enfants, a déploré le Haut-Commissaire.

« Au cours de la dernière année, des attaques impitoyables sur les villes et villages du Cameroun, du Niger et du Tchad ont également généré de terribles souffrances. Les gens ont été brûlés vifs dans leur propre maison, décapités, asservis, violés, torturés, et recrutés de force », a-t-il ajouté.

Il est évident que les autorités doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que les auteurs de tels actes rendent des comptes, a insisté M. Zeid.

Les exactions de Boko Haram ont également de lourdes répercussions économiques en raison des destructions de ponts, des routes coupées, des destructions de champs agricoles et des déplacements de populations qui traditionnellement produisent des denrées alimentaires, a-t-il ajouté.

Les mesures de sécurité adoptées par les autorités des pays de la région pour limiter la circulation, y compris la fermeture des frontières, l'interdiction des engins à deux roues, les couvre-feux, la saisie de chargements de camions soupçonnés d'être destinés à Boko Haram et les restrictions d'accès aux zones de chasse et de pêche, aggravent cette situation et font peser la menace de la pauvreté sur les population de toute la région. De telles mesures nourrissent par ailleurs des sentiments hostiles au sein de la population et favorisent les sympathies envers Boko Haram, a regretté le Haut-Commissaire.

« Il est essentiel que les opérations de sécurité n'ajoutent pas à la souffrance des populations », a-t-il insisté.

M. Zeid s'est également déclaré préoccupé par le sort des anciens captifs de Boko Haram, dont certains se retrouvent en détention, « parfois pour de longues périodes et sans motif ».

C'est le cas notamment au Cameroun, a-t-il expliqué, où 84 enfants libérés, âgés de 7 à 15 ans, ont été envoyés pour évaluation depuis décembre dernier à l'Institut camerounais de l'enfance, dans la ville de Maroua. Après 6 mois, seulement 30 de ces enfants ont rejoint leurs familles, a déploré le Haut-Commissaire, appelant les autorités camerounaises à prendre les dispositions qui s'imposent pour garantir le retour des enfants restants.

Au Nigéria, ce sont des femmes libérées après avoir été victimes d'esclavage sexuel qui sont détenues. Nombre de ces femmes sont par ailleurs enceintes suite à des viols. Or, l'avortement n'est légal au Nigéria qu'en cas de risque pour la vie de la future mère, a dit le Haut-Commissaire, appelant les autorités à avoir une lecture la plus large possible de cette législation, pour prendre en compte notamment les risques psychologiques des femmes souhaitant avorter.

Les équipes de terrain de M. Zeid font par ailleurs état d'informations attestant que les forces de sécurité nigérianes voient d'un mauvais œil les anciens captifs de Boko Haram, qui sont souvent arrêtés arbitrairement.

Les forces de sécurité doivent respecter les droits de l'homme dans le cadre de leur lutte contre le groupe terroriste, a rappelé le Haut-Commissaire, ajoutant que la protection des civils doit être la priorité.

« Il faut reconstruire la confiance, et notamment la confiance dans les autorités et entre les communautés. Les autorités doivent également aider les femmes et les filles victimes de Boko Haram, notamment en favorisant leur réinsertion dans leur communauté, en garantissant la reddition de comptes pour les violences sexuelles et en assurant un plus grand respect des droits des femmes », a dit M. Zeid.



## L'ONU commémore le massacre de Srebrenica, en Bosnie, il y a 20 ans



**1 juillet** - L'Organisation des Nations Unies a commémoré mercredi à New York le massacre de Srebrenica, au cours duquel plus de 8.000 hommes et adolescents musulmans bosniaques ont été assassinés en juillet 1995 par des unités de l'Armée de la République serbe de Bosnie sous le commandement du général Ratko Mladic.

« Nous sommes ici pour nous souvenir des milliers de personnes qui ont perdu la vie lors du génocide à Srebrenica il y a 20 ans. Nous sommes ici pour dire aux familles et à leurs amis que nous partageons leur douleur », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, lors d'une cérémonie au siège de l'Organisation.

« Le meurtre atroce d'hommes et d'adolescents musulmans à Srebrenica pèsera pour toujours sur la conscience collective de la communauté internationale », a-t-il ajouté. « Les Nations Unies qui ont été fondées pour empêcher que de tels crimes se répètent, a échoué à protéger les vies de civils innocents cherchant une protection contre le conflit et la violence autour d'eux. Le Secrétariat de l'ONU, le Conseil de sécurité et les Etats membres partagent cette responsabilité ».

Le chef de l'ONU a rappelé qu'il s'était rendu en Bosnie-Herzégovine en 2012 et qu'il se souviendrait pour toujours des larmes et de la douleur des mères et des êtres chers de ceux qui ont été tués pour ce qu'ils étaient. « Ici, aujourd'hui, je présente à nouveau mes plus sincères condoléances aux familles des victimes », a-t-il dit.

M. Ban a ajouté que lors de sa visite il avait également vu ce que la Bosnie était devenue depuis ces jours sombres et comment les différentes communautés s'efforçaient de restaurer la confiance entre elles pour une réconciliation complète.

Depuis le massacre de Srebrenica, l'ONU a également renforcé son travail de prévention, a-t-il souligné. Les Conseillers spéciaux sur la prévention du génocide et la responsabilité de protéger lancent ainsi des alertes quand la situation dans certains pays les inquiète.

« Il est clair que nous devons faire plus », a conclu le Secrétaire général, notant que la communauté internationale n'assumait pas ses responsabilités à l'égard de trop de gens dans le besoin, qu'il s'agisse par exemple de la Syrie ou du Soudan du Sud.

## Libye : le Conseil de sécurité appelle les participants au dialogue à se mettre d'accord sur une issue à la crise



**1 juillet** - Le Conseil de sécurité de l'ONU a exhorté mercredi les participants au dialogue politique libyen sous l'égide des Nations Unies à se mettre d'accord sur une issue à la crise qui frappe leur pays.

Une réunion de dialogue a eu lieu au Maroc du 25 au 28 juin, facilitée par le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, Bernardino Leon.

Dans une déclaration à la presse, les 15 membres du Conseil de sécurité ont réitéré « qu'il ne peut y avoir de solution militaire à la crise en Libye » et ont exhorté les participants de cette réunion « à convenir d'un Accord national de gouvernement et à signer la proposition présentée par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) dans les prochains jours ».

Les membres du Conseil ont déclaré reconnaître « les efforts faits par tous les participants au dialogue politique » ainsi que les contributions de la société civile, les cessez-le-feu au niveau local, les échanges de prisonniers et le retour de déplacés internes.

Ils ont souligné la nécessité de nouveaux efforts pour promouvoir la réconciliation et ont encouragé la MANUL à coordonner les efforts pour une assistance internationale à un futur Accord national de gouvernement.

## Asie du Sud-Est : l'ONU appelle les pays de la région à redoubler d'efforts pour régler la crise des migrants



**1 juillet** - Plusieurs hauts responsables des Nations Unies ont salué mercredi la future réunion ministérielle de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), convoquée d'urgence le jeudi 2 juillet 2015, qui portera sur la criminalité transnationale et les migrations irrégulières dans la région.

« Cette réunion offre une occasion opportune d'avancer de façon significative sur une solution globale et durable », ont déclaré dans un communiqué de presse conjoint le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, António Guterres, le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, le Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), William L. Swing, le Représentant spécial du Secrétaire général pour les migrations internationales et le développement, Peter Sutherland, et le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, Yuri Fedotov.

Les cinq responsables ont reconnu que des progrès ont été réalisés depuis la dernière réunion des Ministres des affaires étrangères de l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande à Putrajaya, le 20 mai dernier.

« Mais il faut toutefois en faire bien davantage », ont-ils estimé, notamment afin d'améliorer l'accès du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et de l'OIM aux réfugiés et aux migrants.

M. Guterres, M. Zeid, M. Swing, M. Sutherland et M. Fedotov ont également appelé les Etats à ne pas recourir à la détention des migrants et à constituer des réseaux entre villes portuaires et passages frontaliers afin d'échanger des informations et harmoniser les politiques publiques, dans le respect de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

« Nous exhortons vivement les États à entreprendre des efforts soutenus pour développer des voies de migration sûres et légales, y compris pour le regroupement familial et les migrations de travail à tous les niveaux de compétences, tout en renforçant l'application de la loi », ont-ils déclaré.

Sur ce dernier point, les hauts responsables ont appelé les pays de la région à lutter contre les trafiquants de migrants dans le respect des droits de l'homme.

Ils ont aussi appelé les pays concernés à s'attaquer aux causes profondes des migrations irrégulières et à protéger les droits de l'homme de tous les migrants et réfugiés, aussi bien dans leurs lieux d'origine, que de transit et de destination.

Les hauts responsables de l'ONU ont par ailleurs demandé la création d'un mécanisme collectif permettant de centraliser le soutien de la communauté internationale envers les Etats de la région en matière de migration.

## Ukraine : le PAM augmente son assistance alimentaire dans l'est du pays



**1 juillet** - Le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU a annoncé mercredi le renforcement de ses opérations d'urgence dans l'est de l'Ukraine afin de fournir une assistance alimentaire aux 500.000 personnes affectées par le conflit jusqu'à la fin de l'année.

Suite à cette annonce, le nombre de personnes qui reçoivent une assistance alimentaire depuis novembre 2014 dans les régions de Donetsk et de Louhansk devrait être multiplié par trois. De plus, grâce au renforcement de son assistance, le PAM distribuera de la nourriture dans trois régions supplémentaires : Kharkiv, Dnipropetrovsk et Zaporijia.

« Le conflit actuel a des répercussions néfastes sur des dizaines de milliers de personnes qui ont désespérément besoin d'aide », a expliqué le Directeur du bureau du PAM en Ukraine, Giancarlo Stopponi, dans un communiqué de presse. « Soit elles sont prises au piège par le conflit, soit elles ont quitté leurs foyers et vivent maintenant dans des conditions précaires ».

« Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour distribuer une assistance alimentaire au plus grand nombre de personnes possible, en accordant une attention particulière aux jeunes enfants, qui sont les plus exposés », a-t-il ajouté.

Désormais, le PAM apportera une assistance dans les écoles, orphelinats, hôpitaux et autres institutions situés dans les zones qui ne sont pas contrôlées par le gouvernement. Le PAM va également fournir des denrées supplémentaires pour prévenir et lutter contre la malnutrition des enfants de moins de 2 ans, catégorie d'âge la plus à risque.

En outre, l'agence de l'ONU poursuivra son assistance sous forme de transferts monétaires et de coupons alimentaires pour les personnes déplacées se trouvant dans les zones contrôlées par le gouvernement, et par la distribution de rations alimentaires dans les zones qui ne sont pas contrôlées par le gouvernement.

L'ONU estime que plus de 1,3 million de personnes ont été déplacées en Ukraine depuis le début de la crise en 2014. Le PAM a un besoin urgent de financement, à hauteur de 30,3 millions de dollars, pour continuer à fournir de l'aide jusqu'en décembre 2015.

## Le PAM forcé de réduire son assistance alimentaire aux réfugiés syriens à cause du manque d'argent



**1 juillet** - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a annoncé mercredi qu'il était contraint de réduire l'assistance alimentaire aux réfugiés syriens au Liban et en Jordanie en raison d'un manque d'argent.

« Au moment même où l'on pensait que la situation ne pouvait pas empirer davantage, nous sommes forcés de réduire encore plus l'assistance », a déclaré le Directeur régional du PAM pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Asie Centrale et l'Europe de l'Est, Muhannad Hadi. « Les réfugiés avaient déjà du mal à tenir avec le peu qu'on leur donnait ».

En juillet, la valeur des coupons alimentaires du PAM au Liban ne sera plus que de 13,50 dollars par personne et par mois. En Jordanie, sans financements supplémentaires avant août, le PAM redoute de devoir suspendre complètement l'assistance aux réfugiés syriens vivant à l'extérieur des camps, laissant 440.000 personnes sans nourriture.

Les opérations du PAM sont financées grâce aux contributions des gouvernements, des entreprises et des individus. Il manque actuellement 81% des besoins financiers du PAM pour son opération régionale d'aide aux réfugiés. Cette opération

nécessite 139 millions de dollars pour maintenir l'aide aux réfugiés en Jordanie, en Egypte, en Turquie, et en Iraq jusqu'en septembre.

Depuis le début de l'année, le PAM a fait le nécessaire pour s'assurer que les fonds aillent en priorité aux familles qui en ont le plus besoin. Mais les ressources limitées dont dispose le PAM l'ont contraint à réduire l'assistance à 1,6 million de réfugiés syriens dans les 5 pays.

« Nous sommes extrêmement préoccupés de l'impact que vont avoir ces réductions sur les réfugiés et sur les pays qui les accueillent », a ajouté Muhannad Hadi. « Les familles ont recouru à des moyens extrêmes pour tenir, certains retirent leurs enfants de l'école, se privent de repas, et s'endettent pour survivre. Les effets à long terme peuvent être dévastateurs ».

Depuis le début du conflit syrien en 2011, le PAM a réussi, malgré les combats et les problèmes d'accès, à répondre aux besoins alimentaires de millions de personnes déplacées en Syrie et à près de 2 millions de réfugiés dans les pays voisins.

## L'OMM et l'OMS publient des directives sur comment faire face aux vagues de chaleur



**1 juillet** - L'Organisation météorologique mondiale (OMM) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont publié ensemble de nouvelles directives sur les moyens de faire face aux menaces que les vagues de chaleur font peser sur la santé, alors que celles-ci sont de plus en plus fréquentes et intenses en raison du changement climatique.

« Les vagues de chaleur sont des phénomènes naturels dangereux, qui requièrent une attention accrue. Sans être aussi spectaculaires et brutales que les cyclones tropicaux ou les crues éclair par exemple, elles peuvent avoir de graves conséquences », ont déclaré Maxx

Dilley et Maria Neira, qui dirigent respectivement le Bureau de la prévision du climat et de l'adaptation aux changements climatiques, à l'OMM, et le Département Santé publique, déterminants sociaux et environnementaux de la santé, à l'OMS.

Ces cinquante dernières années, les journées et les nuits chaudes ainsi que les vagues de chaleur sont devenues plus fréquentes. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les vagues de chaleur, dans le courant de ce siècle, vont probablement être plus longues, plus fréquentes et plus intenses sur la plupart des terres émergées. Elles auront non seulement des répercussions sur la santé mais feront également peser une pression accrue sur les infrastructures dans les secteurs de l'électricité, de l'eau et des transports.

Rien que ces dernières semaines, des vagues de chaleur ont tué des centaines de personnes en Inde et au Pakistan. En Europe, les canicules qui ont touché l'hémisphère Nord pendant l'été 2003 ont causé la mort de dizaines de milliers de personnes, tout comme les vagues de chaleur et les incendies de forêt qui ont sévi en Russie en 2010, avec la pollution atmosphérique qui en a résulté.

Selon l'OMS et l'OMM, les pays peuvent réduire les risques que les vagues de chaleur font peser sur la santé en se dotant de systèmes d'alerte précoce aux vagues de chaleur et de veille sanitaire.

Ces systèmes se fondent sur des prévisions météorologiques et/ou climatiques pour évaluer la probabilité que les périodes de chaleur à venir aient des répercussions sur la santé. Les informations diffusées servent à alerter les décideurs, les services sanitaires et le grand public pour qu'ils agissent en temps voulu afin d'atténuer les effets des extrêmes de chaleur sur la santé.

Un certain nombre de pays dans le monde ont instauré avec succès de tels systèmes d'alerte précoce, qui nécessitent une étroite collaboration entre les services météorologiques et les services sanitaires.

« Les préoccupations grandissantes que suscite le changement climatique ont mis en évidence trois éléments importants : l'adaptation, la prévention des catastrophes et leur corollaire, à savoir les informations et les services climatologiques », ont souligné M. Dilley et Mme Neira.

« Les systèmes d'avis de vagues de chaleur et de veille sanitaire regroupent ces trois facettes et sont un bon exemple de la gestion concrète des risques climatiques », ont-ils ajouté.

## Egypte : l'ONU condamne des attaques terroristes meurtrières dans le nord du Sinaï



Le Secrétaire général Ban Ki-moon,  
Photo ONU/Mark Garten

**1 juillet** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné mercredi des attaques terroristes meurtrières dans le nord du Sinaï, en Egypte, qui auraient causé la mort de plus de 70 soldats égyptiens et fait des dizaines de blessés.

M. Ban a transmis ses condoléances aux familles des victimes et au gouvernement de l'Égypte, a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« L'Organisation des Nations Unies se tient fermement aux côtés du peuple d'Égypte dans sa lutte contre le terrorisme », a-t-il ajouté.

Selon la presse, cette série d'attaques lancées contre l'armée égyptienne dans le nord du Sinaï a été revendiquée par Daech.

## L'ONU salue le rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les Etats-Unis



**1 juillet** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est félicité mercredi de l'annonce du rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis.

Dans un communiqué de presse rendu public par son porte-parole, M. Ban a salué l'annonce d'un accord entre les deux pays sur la réouverture prochaine d'ambassades à La Havane et Washington.

« La restauration des relations diplomatiques est une étape importante sur la voie d'une normalisation des relations », a déclaré M. Ban. L'annonce d'aujourd'hui intervient un peu plus de six mois après le début d'un rapprochement historique entre les États-Unis et Cuba.

« En accord avec les principes de sa Charte fondatrice, l'Organisation des Nations Unies appuie les efforts visant à promouvoir de bonnes et harmonieuses relations de voisinage entre États », a ajouté le Secrétaire général, tout en espérant que cette étape historique s'avère bénéfique pour les peuples des deux pays.

## L'OCDE et la FAO anticipent une hausse de la production agricole et une baisse des prix dans les 10 ans à venir



**1 juillet** - Les prix réels des produits agricoles devraient diminuer graduellement au cours de la décennie à venir, tout en restant toutefois probablement au-dessus des niveaux observés au début des années 2000, indique un nouveau rapport de l'ONU rendu public mercredi.

Selon les dernières prévisions de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les prix réels des produits agricoles devraient diminuer graduellement au cours de la décennie sous l'effet du rendement élevé des cultures, d'une augmentation de la productivité et d'un ralentissement de la hausse de la demande mondiale.

Intitulé 'Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2015-2024', le nouveau rapport coréalisé par les deux agences prédit que le recul des prix du pétrole contribuera également à faire diminuer les prix alimentaires, en faisant baisser le coût de l'énergie et des engrais et en limitant les incitations à la production de biocarburants de première génération, fabriqués avec des plantes alimentaires.

Le rapport annonce par ailleurs que les échanges agricoles croîtront moins vite qu'au cours de la décennie écoulée, et que leur part de la production et de la consommation mondiales sera stable. Les exportations de produits agricoles de base devraient être concentrées au sein d'un groupe de pays de plus en plus restreint et les importations, au contraire, dispersées entre des pays de plus en plus nombreux. Il est donc crucial de veiller à ce que les marchés internationaux fonctionnent sans heurts, met en garde l'étude.

« Le rôle croissant d'un groupe de pays relativement petit dans l'approvisionnement des marchés mondiaux en produits de base essentiels pourrait aggraver les risques de marché, y compris ceux qui sont associés aux catastrophes naturelles et aux mesures commerciales perturbatrices », précise le rapport.

La situation devrait beaucoup changer dans les pays en développement où, selon le rapport, la croissance démographique, la hausse des revenus par habitant et l'urbanisation vont faire augmenter la demande de produits alimentaires. L'élévation des revenus va ainsi amener les consommateurs à continuer à diversifier leur alimentation, notamment en accroissant leur consommation de protéines animales en proportion de leur consommation de féculents.

En conséquence, explique le rapport, les prix de la viande et des produits laitiers devraient être élevés par rapport à ceux des produits végétaux. Les prix des céréales secondaires et des graines oléagineuses utilisées dans l'alimentation des animaux devraient augmenter comparativement à ceux des produits de base destinés à l'alimentation humaine.

« Les perspectives de l'agriculture mondiale sont plus calmes que ces dernières années, mais il faut se garder de pavoiser. Le risque de nouvelles flambées des prix dans les années à venir n'est pas exclu », a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, lors de la présentation du rapport à Paris.

« Les pouvoirs publics devraient profiter des conditions actuelles pour mettre l'accent sur les politiques de développement qui dopent la productivité, stimulent l'innovation, améliorent la gestion des risques et permettent aux consommateurs comme aux agriculteurs de bénéficier d'un système agricole solide», a-t-il ajouté.

Le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, a quant à lui souligné que les projections annoncées dans le rapport indiquant que les pays en développement sont susceptibles de continuer à augmenter leurs apports caloriques constituent une « bonne nouvelle ».

Il a cependant ajouté que les pays les moins avancés « restent loin derrière les économies avancées, ce qui est source de préoccupation car cela signifie que la faim pourrait persister dans ces pays ».

« Et la malnutrition est un problème : les pays en développement doivent maintenant faire face à des situations de surpoids, d'obésité et autres maladies liées à l'alimentation non transmissibles », a-t-il ajouté.